Grain de Sable n° 472

9 juin 2004

attac

LIBRE ÉCHANGE ET MILITARISATION

Dans ce numéro

1.- PRIORITÉ DES DROITS SOCIAUX DES PEUPLES SUR LE DROIT DES AFFAIRES

A proclamé le Contre Sommet social de **Guadalajara** en réponse au Sommet des chefs d'État de l'Union européenne et l'Amérique Latine. Une fois de plus le Libre-échange est mis à mal.

Il est vrai que les altermondialistes ne sont plus seuls à dénoncer le mythe du développement par le libre-échange. Ruben Ricupero le président de la CNUCED (conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement) a déclaré le 27 mai "*la mondialisation a peu d'effet sur la pauvreté de masse et peut, au contraire, aggraver la balance commerciale des pays les plus pauvres".* Le dernier rapport de la CNUCED précise " les 50 pays les plus pauvres de la planète sont non seulement plus ouverts au commerce international que les autres pays en développement, mais ils ont atteint un degré d'ouverture équivalent à celui des pays de l'OCDE ". Il ajoute " *ce sont les pays qui s'étaient ouverts modérément et non ceux qui s'étaient le plus ouvert qui ont connu les plus grands progrès en terme de croissance…"*
Ruben Ricupero estime que " *pour que le commerce contribue à la réduction de la pauvreté, il faut que le développement national précède l'intégration mondiale et non l'inverse".*
La CNUCED dénonce les effets néfastes de l'ouverture néolibérale sur les PMA (pays les moins avancés) la désindustrialisation et la diminution des productions de subsistance. En somme, la libéralisation commerciale accélérée, loin d'être un facteur de développement des PMA, a constitué un aggravant de la pauvreté et des inégalités. Seuls les pays qui ont désobéi aux injonctions des IFI (Institutions financières internationales) ont pu tirer parti des échanges internationaux.

Ainsi, les analyses proposées par ATTAC lors de sa fondation, qui allaient alors à l'encontre de la pensée politique dominante, suscitant l'ironie des maîtres du monde, se trouvent aujourd'hui vérifiées par les effets des 20 ans d'ajustement structurel néolibéral. Ces effets dramatiques pour les peuples, en particulier les peuples du SUD, sont dénoncés avec une ampleur grandissante.

A GUADALAJARA, au Mexique, les dirigeants de l'Union européenne et ceux de l'Amérique Latine entendaient, au cours de leur Troisième Sommet, promouvoir une nouvelle étape de l'ouverture économique censée contribuer à la "cohésion sociale" en Amérique Latine, se sont vu opposés un Contre sommet social qui a proclamé : PRIORITE DES DROITS SOCIAUX DES PEUPLES SUR LE DROIT DES AFFAIRES.

Au terme de trois jours de débats, des centaines d'organisations sociales européennes et latino-américaines réunies à Guadalajara ont émis le 28 mai (avant de subir une violente répression de la police spéciale mexicaine) une importante Déclaration.
CONSIDÉRANT que :
- Ce sommet a lieu dans un contexte de grave régression politique qui menace l'autodétermination des peuples, les droits humains et la paix dans le monde
- l'Amérique latine, après 2 décennies de préjudices causés par les politiques néolibérales, est soumise à la multiplication de traités de libre-échange avec les Etats Unis qui ne font que renforcer l'hégémonie nord américaine qui culminera avec l'ALCA.
- L'idée que l'Amérique Latine puisse tirer meilleur avantage du libre-échange avec l'Union européenne qu'avec des Etats-Unis est démentie par la réalité. L'Union européenne recherche comme les Etats-Unis l'extension du marché pour ses grandes entreprises. Aujourd'hui les transnationales européennes jouissent déjà en Amérique Latine de positions dominantes, et l'UE utilise ses politiques de coopération comme instruments de pénétration pour ses entreprises. En tout cas , les propositions néolibérales de l'UE ne constituent pas une alternative à l'ALCA ;
- Les propositions européennes se situent dans le cadre de l'OMC. Suivant l'agenda de Doha, elles incluent dans la libéralisation : l'investissement, les marchés publics, les services, la propriété intellectuelle.

EN CONSÉQUENCE :
Les organisations sociales d'Europe, d'Amérique Latine et des Caraibes, représentées à Guadalajara :
Demandons aux gouvernements participant à ce Troisième Sommet Union Européenne/Amérique Latine Caraïbe :

- dénoncer l'action militaire des Etats-Unis au Moyen Orient, condamner les Etats-Unis pour les tortures en Irak et à Guantanamo, exiger le retrait des troupes étrangères d'Irak.
- s'opposer au processus d'occupation militaire étatsuniennes en Amérique Latine
- mettre fin au Plan Colombia et au Plan Puebla Panama

Nous exigeons des gouvernements d'Amérique Latine et de l'Union européenne la mise en œuvre d'un modèle de coopération respectueux des droits des peuples amérindiens et descendants d'Africains. Les pays développés doivent remplir leur engagement à investir 0,7 % de leur PIB en vue de promouvoir un développement soutenable et la justice sociale.

L'Union européenne, premier créancier de l'Amérique Latine doit renégocier la dette externe publique et annuler la "dette odieuse".
Toute coopération en vue du développement financée par l'UE doit être défini à travers la consultation et la participation des populations concernées dans le cadre de la convention 169 de l'OIT et la convention de l'ONU sur les Droits économiques et sociaux. La coopération ne pouvant être subordonnée à un agenda commercial.

Nous exigeons la reconnaissance légale de l'agriculture paysanne en tant que secteur productif qui garantit la souveraineté alimentaire et la protection environnementale.
Nous exigeons le droit d'utiliser les semences originaires et de refuser les OGM.

Nous exigeons le respect des conventions de l'OIT, en particulier la liberté syndicale, le droit à la négociation collective, la stabilité de l'emploi, la prohibition du travail forcé et du travail des enfants.

Nous rejetons la privatisation des connaissances ancestrales par le truchement des patentes et droits de propriété intellectuelle sur les ressources de la bio diversité.

Nous refusons la nouvelle vague de privatisations destinées à marchandiser les services de base, l'énergie, l'eau, la santé et l'éducation.

Nous demandons la condamnation des Etats-Unis pour le blocus imposé à Cuba et nous demandons à l'Union européenne de renouer les accords de coopération avec Cuba.

Enfin, au nom de la société civile d'Amérique Latine, des Caraïbes et d'Europe, nous sommes en alerte et mobilisés en vue de développer de véritables espaces de concertation sociale entre européens et latino américains. Face à la démagogie, aux omissions et aux menaces, qui émanent des Sommets gouvernementaux, comme ce dernier, nous affirmons notre confiance dans la capacité de lutte de nos peuples pour l'édification de sociétés plus justes et d'un autre monde possible et meilleur : LES DROITS DES PEUPLES D'ABORD.

2. - CONVERGENCE DES ANALYSES ET DES RÉSISTANCES

LE LIBRE ECHANGE n'est plus la panacée du développement, et cependant, on observe en particulier en Amérique Latine une course aux traités de libre-échange bilatéraux avec les Etats-Unis
On se trouve face à un PARADOXE : Il invite à comprendre et dépasser une contradiction.

D'une part, l'échec de l'ALENA, le traité de libre échange de l'Amérique du Nord qui maintient sous le seuil de pauvreté 60 % de mexicains, pousse les -américains à s'opposer à l'ALCA (traité continental de libre-échange) de sorte qu'il ne puisse être adopté en 2005 comme prévu. Mais d'autre part, les gouvernements affidés aux Etats-Unis, poussés par leurs classes dirigeantes, bénéficiaires, comme au Mexique de l'ouverture au marché mondial, veulent engager leurs pays de manière

irréversible au moyen des traités bi latéraux avec les Etats-Unis.
L'Union européenne, comme les Etats-Unis est engagée dans l'entreprise de consolidation de la place de ses compagnies transnationales qui dominent certains espaces comme l'Argentine où elles détiennent l'essentiel de l'énergie et des services acquis au cours des privatisations massives des années 80.

Le libre-échange est au coeur d'un paradoxe : repentance généralisée pour ses méfaits aux pays du Sud et accélération des traités de libre échange.
En effet, la repentance s'étend jusqu'à la Banque mondiale dont le président Wolfensohn se plaint de voir la communauté internationale négliger le développement. Le soixantième anniversaire des institutions de Bretton Woods a été symbolisé par les milliers de cartes de UNHAPPY BRITHDAY et les défilés des altermondialistes à Washington durant la dernière semaine d'avril portant des pancartes qui synthétisaient en quelques slogans les effets des politiques néolibérales recommandées par les IFI : FREE TRADE MEANS SWEATSHOP LABOR, IMF = YOU ARE FIRED.
On attend donc, l'annonce au cours du G8 de Sea Island d'une "REVISION STRATÉGIQUE de la Banque mondiale et du FMI.

Nul ne s'attend à une révision déchirante, comme l'annulation de la dette des pays du sud, mais à des modifications cosmétiques visant à déguiser le libre-échange, faire en sorte que le loup apparaisse agneau.
Le libre-échange est la pièce maîtresse du néolibéralisme. Mais que faire, lorsque les peuples ne semblent plus disposés à croire au conte de fée du néolibéralisme, que faire si ce n'est recourir à la force militaire ?

3.- LES ALTERMONDIALISTES SONT AMENÉS À DÉNONCER EN MEME TEMPS LE LIBRE ÉCHANGE ET LA MILITARISATION :

EQUATEUR :

Attac Equateur et la CONAIE dénoncent le parallélisme entre le traité de libre-échange Equateur/Etats-Unis en cours de finalisation et le PLAN PATRIOTA qui est une extension du PLAN COLOMBIA.
Depuis que Lucio Gutierrez a tourné le dos aux organisations sociales qui l'avaient élues, il s'est associé aux partis conservateurs qui veulent faire de l'Equateur une place forte des Etats-Unis pour la contention de la guerrilla colombienne et du mouvement bolivarien vénézuelien. La base militaire étatsunienne de MANTA devient l'équivalent de ce que fut Panama autrefois, base pour les actions militaires terrestres et aériennes dans l'aire amazonienne. Attac et la Conaie affirment que le Plan Patriota et le traité de libre échange US/Equateur sont le volet militaire et le volet commercial d'une même stratégie d'assujettissement néocolonial.

BOLIVIE

Evo MORALES, le président du MAS dénonce une nouvelle faiblesse du gouvernement de Carlos MESA qui a cédé au chantage des Etats-Unis menaçant de suspendre l'assistance militaire de 8 millions de dollars si le parlement refusaient d'approuver un accord passé entre l'ancien gouvernement bolivien et les Etats-Unis par lequel, l'Etat bolivien renonce à déférer devant la Cour pénale internationale des citoyens nord américain ayant commis sur son territoire des crimes contre l'humanité. Désormais, les rangers nord-américains qui opèrent en Bolivie dans le cadre du PLAN DIGNIDAD pourront utiliser toute la panoplie répressive contre les paysans cocaleros et ceux qui ne le sont pas, dès lors qu'on les qualifiera de "terroristes" menaçant la "démocratie» .

A travers toute l'Amérique Latine, les organisations sociales en lutte contre l'ALCA et les Traités bi latéraux de libre-échange organisent chaque semaine débats et manifestations.

CHILI : Attac-Chili a organisé le 13 mai au Musée Vicuña Mackenna de Santiago un grand débat sur l'ALCA. Dans le contexte du Chili actuel emprisonné dans ses traités de libre échange avec l'Union européenne et les Etats-Unis, devenu vitrine du libre-échange, il faut beaucoup de courage à Attac-Chili et aux altermondialistes de ce pays pour se dresser contre ceux qui détiennent le rouleau

compresseur de l'information formatée par l'idéologie néolibérale.

COSTA RICA : Le 31 mai, plus de 10 000 personnes ont défilé à San Jose contre le traités US/Costa Rica qui a été signé entre les ministres de l'économie à Washington le 28 mai. Ils demandent aux parlementaires de refuser la ratification du traité. Des manifestations de rejet ont été organisées aux Etats-Unis par des organisations d'immigrants unis à des syndicats étatsuniens solidaires.
En outre les étudiants de l'université Pablo Presbere de Costa Rica ont émis un communiqué félicitant le parlement pour avoir refusé l'installation par les Etats-Unis d'une académie de police destinée à former pour l'Amérique centrale des policiers aux normes US.

CONCLUSION PROVISOIRE : L'offensive libre échangiste et militariste s'accélère, mais les résistances s'intensifient et prennent de nouvelles formes : les 24 et 25 mai se sont réunis à San Jose de Costa Rica des parlementaires et des dirigeants syndicaux de Panamà, République dominicaine, Honduras, Salvador, Nicaragua, Guatemala Costa Rica pour étudier l'ensemble des traités de libre échange des Etats Unis et des pays d'Amérique Centrale . Ils ont montré que nombre de modalités de ces traités sont en contradiction avec les constitutions nationales. Il incombe donc aux représentants de chaque nation de faire respecter les principes constitutionnels.
En somme, ils rejoignent ainsi la déclaration du Contre Sommet de Guadalajara " PRIORITÉ AUX DROITS SOCIAUX DES PEUPLES.

****
coorditrad@attac.org est l'adresse du secrétariat de l'équipe des traducteurs internationaux qui nous font bénéficier bénévolement de leurs compétences. Vous aussi vous pouvez participer. Il suffit de contacter coorditrad en précisant votre (ou vos) langue maternelle, les langues depuis lesquelles vous pouvez traduire et votre niveau de compétence. Le travail de traduction est basé sur le volontariat et ne vous engage pas à répondre à toutes les demandes. Vous travaillez à votre rythme et en fonction de vos centres d'intérêt.